

REVUE DE PRESSE

16 mai 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

Les jeunes caquistes veulent interdire les réseaux sociaux aux moins de 16 ans

Véronique Prince

Face à l'utilisation de plus en plus précoce des réseaux sociaux, la Commission de la relève de la Coalition avenir Québec (CAQ) appelle le gouvernement Legault à les interdire aux moins de 16 ans.

Plusieurs processus peuvent être mis en place, un peu comme [ce que] Loto-Québec fait pour vérifier que les personnes qui utilisent les jeux de hasard ont bien 18 ans. La France, par exemple, évalue la possibilité d'avoir une tierce partie pour vérifier l'identité, explique Aurélie Diep, qui représente les jeunes caquistes.

L'année dernière, le gouvernement français a adopté une loi qui impose aux réseaux sociaux de refuser l'inscription aux enfants de moins de 15 ans, sauf si un des parents donne son accord. Les modalités pour assurer la majorité numérique restent cependant à définir. Il est notamment question d'instaurer un système de contrôle pour le temps en ligne. Un tuteur pourrait aussi demander la fermeture du compte d'un enfant.

L'instauration d'une majorité numérique à 15 ans a pour objectif de protéger les enfants des réseaux sociaux en veillant à ce que les plateformes mettent en place une solution technique lors de leur inscription ainsi que de mieux prévenir et poursuivre les délits en ligne, comme le cyberharcèlement, peut-on lire sur le site du ministère français de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

L'idée de la majorité numérique fait partie du cahier des résolutions des militants en vue du conseil général de la CAQ, dans quelques jours.

Une vérification rigoureuse de l'âge requis pour accéder aux médias sociaux, que des spécialistes recommandent de fixer à 16 ans, et aux sites réservés aux personnes majeures préserverait les jeunes de risques importants et favoriserait leur sain développement.

Une citation de l'Extrait du cahier des résolutions du conseil général de la CAQ

La Commission de la relève de la CAQ veut interdire les réseaux sociaux aux Québécois de moins de 16 ans parce que c'est un âge qui [a] du sens pour nous. Seize ans, c'est l'âge où on obtient notre permis de conduire, où

on peut décider de quitter l'école et où on a une certaine maturité pour comprendre les dangers de l'utilisation des réseaux sociaux. On pense que cette bataille-là est nécessaire pour la sécurité des jeunes, explique Aurélie Diep.

Assurer un droit à l'image

Parmi les autres résolutions que proposeront les jeunes caquistes, on note la proposition de mettre en place des mesures pour protéger le droit à l'image, à la vie privée et à la réputation des mineurs en ligne au Québec.

On remarque que des parents publient des photos de leurs enfants sans leur consentement et ça peut être utilisé à des fins illicites. Il y a aussi des personnes de 10 à 14 ans qui vont publier des photos d'elles-mêmes qui sont parfois compromettantes. Elles n'ont pas nécessairement le jugement pour se dire à cet âge-là que la photo publiée ne disparaît jamais vraiment. Ça se perd dans l'univers, poursuit Mme Diep.

La Commission de la relève de la CAQ encourage donc le gouvernement Legault à entamer des discussions avec ses homologues pour faire front commun et réclamer aux plateformes numériques de pouvoir retirer ces images plus facilement. On veut lancer ce débat dans l'espace public, souligne-t-elle.

Interdire le cellulaire partout à l'école

Les jeunes militants de la CAQ et des associations régionales du parti suggèrent enfin d'encadrer l'utilisation et le temps d'usage quotidien des écrans dans les écoles afin que cette utilisation soit de nature strictement pédagogique.

Il est question, par exemple, d'interdire le cellulaire partout à l'école, et pas seulement en classe, comme une directive le prévoit actuellement.

Les écrans sont de plus en plus omniprésents dans les écoles du Québec. Malgré l'interdiction récente des cellulaires en classe, on constate que les élèves se servent toujours de ces derniers dans les aires communes, ainsi que de leurs tablettes et de leurs ordinateurs en classe. Les tableaux interactifs représentent un autre élément de cette liste déjà longue, peut-on lire dans le cahier des résolutions.

Elle-même étudiante en enseignement, Aurélie Diep dit avoir constaté les effets néfastes des écrans dans la vie des jeunes. Lors d'un stage dans une classe de maternelle, beaucoup d'enfants lui racontaient avoir regardé des écrans durant la fin de semaine ou à divers moments à la maison.

Le but, ce n'est pas de revenir en arrière et d'enlever tous les écrans qui sont utilisés à des fins pédagogiques dans les écoles. Le tableau interactif est une invention super. On veut une utilisation des écrans limitée et éviter les récompenses-tablettes au lieu d'aller dehors à la récréation.

Une citation de Aurélie Diep, présidente de la Commission de la relève de la CAQ

Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, réfléchit actuellement à la possibilité d'étendre sa directive pour interdire le cellulaire partout à l'école.

LIBRE OPINION

Pas plus de députés, mais des régions plus fortes

Louis Bernard

L'auteur est ex-secrétaire général du gouvernement.

Le projet de nouvelle carte électorale proposé par la Commission permanente de révision prévoit la suppression de deux circonscriptions électorales, remplacées par deux nouvelles. Les députés de tous les partis, surpris et non préparés à de tels changements, ont décidé de repousser cette réforme après les prochaines élections. C'est donc partie remise. Parmi les solutions qui sont envisagées, celle qui semble la plus probable parce que la plus facile serait d'augmenter de quatre ou cinq le nombre des députés.

C'est malheureusement une fausse solution, qui perpétuerait le problème sans le résoudre. Tous les dix ans, il faudrait ajouter encore plus de députés.

Les régions éloignées et moins peuplées redoutent avec raison de perdre progressivement de l'influence à l'Assemblée nationale, et ce, dans des domaines qui les touchent de près, comme l'éducation, la santé, l'agriculture, les transports, etc. La vraie solution n'est pas de simplement maintenir l'influence déjà trop faible des régions dans ces matières, mais plutôt de

placer directement celles-ci sous la gouverne même des régions, afin qu'elles en soient responsables. Ce qui suppose une véritable régionalisation des pouvoirs au Québec, comme on l'a souvent promis, mais jamais réalisé.

La régionalisation des pouvoirs peut sembler éloignée, mais elle s'impose de plus en plus au Québec, quelle que soit son évolution. Déjà, des secteurs comme la santé, l'éducation et le transport collectif sont devenus la proie de bureaucraties énormes, qu'il est quasiment impossible de contrôler centralement. Les différences entre les villes elles-mêmes et entre les régions sont devenues telles que des règles et des normes nationales ne peuvent réussir à satisfaire les besoins diversifiés de chacun.

La centralisation a marqué ses limites, et le Québec doit se résoudre à partager ses pouvoirs avec les régions afin d'être plus efficace et de mieux répondre aux demandes, aussi bien des populations et des autorités locales que des employés eux-mêmes.

Gouvernement régional

Il est malheureux que la régionalisation ne semble pas être une des priorités du gouvernement actuel. Elle ne fait présentement l'objet d'aucune recherche ou d'aucune analyse officielle. Il serait cependant facile d'y remédier. Pour ce faire, je suggère qu'un mandat d'initiative soit confié à la Com-

mission de l'administration publique afin que celle-ci entreprenne, en consultation avec la population, une mission d'enquête et de recherche sur l'établissement d'un véritable gouvernement régional dans chacune des 17 régions du Québec. On sait qu'une telle commission peut donner d'excellents résultats, comme on l'a vu dans le cas de l'aide à mourir.

Il va de soi qu'une régionalisation des pouvoirs n'est pas simple à réaliser. Elle suppose une délimitation fine entre les pouvoirs nationaux et régionaux ; l'établissement de nouvelles structures politiques régionales et de nouvelles règles électorales pour les dirigeants régionaux ; un nouveau partage fiscal ; un système de péréquation pour établir l'égalité financière entre les régions. Mais rien de cela n'est au-dessus de nos possibilités.

Un Québec régionalisé serait beaucoup plus démocratique et facile à administrer. Par exemple, il permettrait aux régions de se mobiliser pour répondre à leurs besoins et pour développer leur économie selon leurs caractéristiques



propres. Il décentraliserait les structures de la santé et de l'éducation et permettrait de les adapter en fonction des réalités régionales. Il permettrait que les édifices et équipements sportifs des écoles soient confiés aux gouvernements locaux. Il faciliterait les relations entre le gouvernement et les principales villes en matière d'aménagement et de transport en commun. Il rapprocherait les citoyens des lieux de pouvoirs et améliorerait le fonctionnement de notre démocratie. Il simplifierait évidemment la tâche de la

commission chargée de la révision de la carte électorale, qui pourrait se concentrer sur sa mission principale, qui est de s'assurer d'un équilibre raisonnable entre les circonscriptions sans avoir à gonfler le nombre des députés.

Il vaut la peine d'y travailler.

« Débureaucratiser » nos États, mission impossible ?



Augmentation du nombre d'employés, de cadres ; salaires faramineux, impression du citoyen de ne pas en avoir pour son argent... un exercice de « débureaucratization » s'impose, me suis-je dit cette semaine, après les reportages du Journal.

Ce mot — « débureaucratization » — qui m'est revenu en tête, la cheffe du PQ Pauline Marois en avait fait son cheval de bataille début mai 2010, avant un conseil national.

« VACHES SACRÉES »

Pour Marois, il s'agissait d'accaparer subtilement le discours critique du « modèle québécois », discours relancé par... François Legault, un an plus tôt, lorsqu'il avait quitté la politique et le PQ (25 juin 2009).

Quelques jours avant son point de presse de départ, il s'était retrouvé à ébranler le PQ. Porte-parole en matière de finances, il avait pourfendu l'incapacité libérale de revenir rapidement à l'équilibre budgétaire : « Il va falloir revoir certaines vaches sacrées.

Il va falloir prendre des décisions difficiles autant du côté des dépenses que des revenus. Mais arrêtons de pelleter nos problèmes par en avant puis d'utiliser le prétexte de la récession pour ne rien faire puis laisser des factures à nos enfants. » À l'écouter, il y avait, dans les deux grands réseaux, santé et éducation, « des gains d'efficacité à faire ».

PRAGMATIQUE

Dans les mois qui suivirent le départ de Legault, Marois n'eut d'autre choix que de se montrer... « pragmatique »

(mot cher à GND).

« Débureaucratiser », c'était un vocable à coucher dehors, mais il permettait d'éviter « déficit zéro » (de Bouchard) ou « réingénierie » (de Charest). En plus, il répondait à Legault qui, selon les rumeurs, songeait sérieusement à fonder un nouveau parti. Marois chassait en plus sur les terres d'une ADQ très à droite depuis l'arrivée à sa tête de Gérard Deltell (novembre 2009).

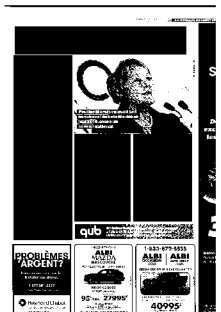
La cheffe du PQ parlait d'un « virage vers l'essentiel » ; une rénovation du filet social « pour le rendre plus efficace, plus humain et surtout, plus accessible ». À ceux qui y voyaient un virage à droite, le péquiste Bernard Drainville rétorquait que débureaucratiser, « ça ne sonne pas ADQ. Ça sonne "bon sens" ».

REJET

Mais à Drummondville, à la mi-mai de 2010, les militants du PQ, de peur de voir les services publics affectés, rejetèrent le « bon sens » de Marois, notamment les propositions d'abolir les agences régionales de la santé et les Commissions scolaires.

Un an plus tard, devant son congrès, Marois conservait le cap : « Notre État [...] s'est embourbé dans la bureaucratie. Nous allons débureaucratiser notre État. »

Dire que l'inspirateur de Marois, en 2011, François Legault, est au pouvoir depuis six ans bientôt, mais que notre État semble plus que jamais « embourbé ». Débureaucratiser : peut-être est-ce une mission impossible ? Chaque fois qu'un parti a sérieusement tenté de le faire en tout cas — pensons au « déficit zéro » de Bouchard en 1996 et à l'« austérité » Coiteux-Couillard de 2015 — il a certes visé les « vaches sacrées », mais a fini par abattre une trop grande partie du troupeau ! L'État ne cesse de prendre du poids aussi parce que les citoyens demandent toujours plus de services et de redditions de compte, il faut l'admettre.



EMSB: We teach French better than Quebec does

ANDY RIGA

The English Montreal School Board is better at teaching French than the Quebec government, the chair of Quebec's largest anglophone school commission says.

"We're scoring higher on the French exams than our French counterparts, so we're obviously doing something right that the ministry either can't figure out or is unwilling to do," Joe Ortona said Wednesday.

"We're doing a better job than the bureaucrats in Quebec City at educating our children."

He was reacting to French Language Minister Jean-François Roberge's recent assertion that some English boards must do better at teaching French.

Students must pass a French written exam in Grade 11 to graduate.

In English boards, students in the advanced French stream must pass the same test as those in the French school system.

In 2023, 70.6 per cent of EMSB students who wrote that test passed. That's slightly lower than the provincial average for public schools (71.1 per cent), according to Education Ministry statistics.

But the EMSB's score was higher than the three French boards on Montreal Island, where only between 60.7 per cent and 63 per cent passed the test.

Among students in enriched French in English boards, 90 per cent passed the French test in 2023. In the lowest level of French — French as a second language —

80 per cent passed the French test.

Since Quebec abolished French school boards, French schools are operated by service centres overseen by the provincial government.

English school boards remain in place after the Quebec Superior Court ruled the Coalition Avenir Québec law abolishing boards should not apply to English ones. An appeal is expected to be heard late this year or next year.

Last week, Roberge said some English boards must work harder to improve the quality of French of their elementary and high school graduates.

"I won't say all English school boards don't do the job," Roberge said. "It's not true. But some students are going to anglophone CEGEPs and it seems, and we shall see with time, that they are not able to succeed in learning French."

Roberge, a former elementary school teacher, was education minister from 2018 to 2022.

Ortona said the comment was ironic because in 2021 when he was education minister, Roberge sent the EMSB a directive ordering the board to reduce the amount of French being taught because the level exceeded ministerial guidelines. The directive targeted a particular EMSB French-immersion school that the ministry had reviewed, but other schools were following the same curriculum and all were compelled to reduce French instruction, Ortona said.

"They said, 'You'll have to cut the number of hours that you're teaching in French,'" he said.

"And now you're telling us that we're not doing enough and that we should be doing more."

Ortona added: "How about getting out of the way and stop interfering in the management of English school boards? Because I think the results show that we're doing just fine."

He said that when Roberge was education minister, he never visited an English public school.

That's in contrast to Eric Girard,

the minister responsible for relations with the English-speaking Quebecers, and the leaders of the Liberals, the Parti Québécois and Québec solidaire, all of whom visited over the past year, Ortona said.

"When they visited, they were all very impressed that our students interacted with them fluently in French," Ortona said. "Our doors are always open for more such visits, and this includes Mr. Roberge."

In a statement published Wednesday, Ortona said the EMSB "embraces the French language."

"We want all of our students to graduate fully proficient in both official languages," he said. "Many of our graduates go on to CEGEP and university in French."

"Mr. Roberge and the CAQ need to stop portraying the English-speaking community as a unilingual hub that refuses to learn French."

Ortona added: "If Mr. Roberge thinks he can attack our community and our educational institutions with blatant falsehoods and unsubstantiated claims, he should expect a response that sets the record straight."

He said in the education portfolio Roberge failed to tackle drop-out rates and other urgent issues, instead focusing on governance by pushing forward "unconstitutional legislation" to abolish school boards.

"If he and his colleagues want to know who's responsible for the state of French in our schools, a mirror is a good place to start," said Ortona, who is also president of the nine-member Quebec English School Boards Association.

A spokesperson for Roberge did not respond to a request for comment from the Gazette.

Roberge last week was reacting to a report about concerns expressed by Dawson College regarding new requirements under Bill 96, the CAQ government's reinforcement of Bill 101, officially known as the Charter of the French Language.

Quebec's biggest English CEGEP says it's concerned about a new,



more difficult French test many students will have to take to get their CEGEP degree.

Dawson says some of its students did elementary and high school education in private, non-subsidized English schools, which means they did not get the same level of French teaching as those in subsidized English schools. The same goes for allophones who have recently arrived in Quebec and have not yet mastered French.

ariga@postmedia.com

ICI  RADIO-CANADA

Des élèves de l'école La Source lancent un balado sur le consentement

JEAN-MICHEL COTNOIR

Deux élèves de l'école secondaire La Source de Rouyn-Noranda, en collaboration avec l'organisme Le Point d'appui, ont lancé ce mercredi le premier épisode d'un nouveau balado intitulé *Écoutez et Agissez*.

Dans ce balado, Maïa Gonthier et Enric Corbeil, entourés des intervenantes du Point d'appui Mélanie St-Pierre et Judy Noury, discutent des résultats d'un sondage auquel ont répondu près de 450 élèves sur les problématiques de violence sexuelle et plus précisément sur la notion de consentement.

L'idée est arrivée lors d'une journée d'action contre la violence faite aux femmes, en 2023, raconte Judy Noury. On voulait solliciter les jeunes pour créer un projet autour du thème qui était la culture du consentement. On a sollicité les deux écoles secondaires, D'Iberville et La Source. L'école La Source avait des étudiants qui étaient beaucoup impliqués au niveau de la vie étudiante et ils étaient emballés à l'idée de faire un projet avec nous.

On s'est mis à faire un brainstorm des activités qui seraient le fun à faire avec les jeunes et l'idée de faire un podcast, c'était unanime pour tout le monde alors on a embarqué dans cette aventure-là!

- Judy Noury, intervenante au Point d'appui

Selon Judy Noury, le thème du consentement est rapidement apparu comme un incontournable pour le premier épisode du balado.

On voulait amener un côté un petit peu plus positif, on voulait que les jeunes sentent qu'ils peuvent faire une différence dans leur école, alors d'instaurer une culture du consentement, ça donne un petit peu plus d'espoir que les choses peuvent changer au niveau de la violence sexuelle et de se rendre compte qu'on n'est pas seules quand on le vit, que c'est un problème qui est collectif, alors les jeunes ont l'impression d'être un acteur de changement, fait-elle observer.

Les créateurs du balado espèrent rejoindre un public large, composé à la fois d'adolescents et de parents.

Le premier épisode est en ligne sur le site Internet du Point d'appui et sur YouTube.

L'école Notre-Dame de Saint-Roch-de-l'Achigan sera agrandie

Steven Lafortune



Saint-Roch-de-l'Achigan a organisé ce mercredi matin une rencontre afin de dévoiler les grandes lignes du projet d'agrandissement de l'école Notre-Dame.

La superficie de l'école primaire sera agrandie de près de 3400 mètres carrés.

Il permettra d'ajouter 15 classes ainsi qu'un gymnase double, un carrefour d'apprentissage et des espaces collaboratifs. De plus, la cour d'école sera réaménagée et une classe extérieure sera ajoutée.

Les travaux seront complétés pour la rentrée 2025.

Un nouveau centre de formation pour favoriser l'autonomie et l'employabilité

PAR ABDENNOUR EDJEKOUANE

ÉDUCATION. Le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs a inauguré son nouveau Centre de Formation en Entreprise et Récupération (CFER) au sein de l'école Joseph-Hermas-Leclerc. Cette initiative vise à offrir une nouvelle gamme de services aux élèves engagés dans des parcours de Formation Préparatoire au Travail (FPT). Par ailleurs, une cohorte d'une trentaine de personnes bénéficie déjà de cette formation, qui leur permettra d'obtenir une reconnaissance pour le marché du travail de la part du ministère de l'Éducation.

Destiné aux élèves âgés de 15 ans et plus, le CFER Val-des-Cerfs est conçu pour répondre aux besoins éducatifs émergents en proposant une série d'ateliers axés sur la valorisation et la récupération. Ces ateliers couvrent pour l'instant quatre domaines, soit le démantèlement d'électroménagers et de petits appareils électroniques, le nettoyage de pots de cosmétique, la couture ainsi que la cuisine de récupération.

Pour Anne-Marie Ménard, la directrice générale de l'établissement secondaire, le CFER a déjà fait ses preuves cette année en permettant notamment la rétention à l'école de plusieurs élèves. « Cette année, on a un taux de rétention marqué par rapport aux autres années (en FPT). On s'en va vers notre certification, et ça, c'est la réussite pure de ce programme », s'est réjouie Mme Ménard.

Parallèlement à cette inauguration, des travaux de réfection des infrastructures sont prévus à l'école secondaire granbyenne, avec un investissement estimé à environ 45 000 \$. Ces améliorations sont destinées à adapter les espaces d'apprentissage au modèle du CFER. Plus précisément, les travaux concerneront l'élargissement de l'atelier mécanique pour accueillir plus de postes de travail et un espace de stockage plus grand.

Apprentissage concret

En outre, le CFER Val-des-Cerfs collabore activement avec plusieurs organisations locales pour obtenir des matières premières. Parmi ces partenaires figurent SOS

Dépannage, qui fournit des tissus utilisés dans les ateliers de couture, et Appel à Recycler, qui contribue aux ateliers de démontage. Par ailleurs, dans ce dernier domaine, les élèves sont encouragés à récupérer non seulement les batteries des appareils, mais également divers matériaux valorisables tels que le cuivre, l'aluminium et l'acier inoxydable.

« Les élèves sont toujours en action dans ces ateliers. Ce n'est pas toujours parfait, mais on voit une très belle évolution et c'est ça le but, on veut les faire progresser. Ce sont des élèves qui brillent depuis le début de cette aventure », a indiqué Michael Galipeau, enseignant responsable de l'atelier de démantèlement d'électroménagers et de petits appareils électroniques.

« J'ai essayé tous les ateliers, et celui du démontage est mon préféré. C'est pratique, vu qu'on peut toujours avoir de la misère à démonter un objet (...). Pour l'atelier de cuisine, c'est motivant aussi, parce que ça me permet de découvrir des recettes que je peux la refaire chez moi », a fait savoir Nathan, élèves en formation préparatoire au travail.

Le nouveau centre de formation est le résultat d'un partenariat entre le CSS Val-des-Cerfs, l'école J.-H.-Leclerc, la Caisse Desjardins Granby-Haute-Yamaska ainsi que l'organisme du CFER.

L'école Tournesol a enfin son parc-école!

PAR STÉPHANIE PARADIS

SAINT-LÉONARD-D'ASTON. Ce mardi 14 mai, l'école Tournesol inaugurerait enfin son tout nouveau parc-école dont elle rêvait depuis maintenant 10 ans. Après plusieurs collectes de fonds et plus de 150 000\$ plus tard, elle peut désormais offrir une cour d'école digne de ce nom à sa petite clientèle.

La cour de l'école a été entièrement rénovée, de nouveaux modules ont été ajoutés, en plus de tables à pique-nique, des poubelles et un stationnement pour vélos, le terrain de soccer a été réaménagé et l'asphalte a été refait. « On avait de gros trous, de gros cratères, qui n'étaient pas très sécuritaires pour les élèves », rappelle Julie Tourigny, ancienne directrice de l'école qui a participé grandement à la mise sur pied du projet.

« Il y a un beau travail qui a été fait par l'équipe qui m'a précédé et ça a un effet vraiment positif pour les élèves. Ça nous permet d'utiliser de façon beaucoup plus efficace l'espace de la cour d'école et de répartir les enfants en fonction des intérêts de chacun plutôt que de les concentrer dans un seul module », mentionne Donald Émond, directeur de l'école Tournesol.

Des modules adaptés aux élèves de maternelle 4 ans ont aussi été ajoutés, étant donné la nouvelle clientèle qui fera son arrivée à la rentrée scolaire 2024-2025, dans la section entièrement neuve de l'école Tournesol. « Si tout va bien, au mois de juin, on va pouvoir commencer à aménager la nouvelle section qui est un ajout de quatre classes à l'école Tournesol qui vont accueillir, dès l'an prochain, deux groupes de maternelle, un groupe de maternelle 4 ans et une classe multifonctionnelle qui permettra la francisation, les sciences et les arts plastiques », commente le directeur.

Les élèves ont d'ailleurs bien mérité leur nouvelle cour, car plusieurs cohortes d'élèves ont mis la main à la pâte, notamment en tournant une capsule vidéo pour inciter les gens à faire des dons, et par la suite en participant activement à des collectes de fonds, en fabriquant et en vendant, par exemple, des savons et des capsules à lave-vaisselle.

« Les élèves se sont vraiment impliqués, car il avaient à cœur ce beau projet », mentionne Mme Tourigny. Même si certains de ces élèves n'auront pas eu la chance d'avoir accès au parc-école durant leur primaire, cela leur a permis de donner au suivant, peut-être à leurs petits frères ou à leurs petites sœurs. « Ils voulaient laisser un petit peu un héritage à ceux qui s'en venaient! », ajoute l'ancienne directrice.

« Lorsque je suis arrivée en 2020, il existait un projet embryonnaire. On s'est alors mobilisés, on a formé un comité de parents et de membres du personnel, et c'est à partir de ce moment que ça a déboulé! », raconte Mme Tourigny.

« Ce qui attire mon attention, c'est d'avoir des directions qui croient à un projet et une équipe-école qui se mobilise pour faire en sorte qu'un projet voit le jour. Au-delà des contributeurs majeurs, parce qu'il y en a eu plusieurs, il y a aussi des gens de la communauté, parce que ce que l'on souhaite, c'est servir les jeunes de la municipalité en dehors des heures de classe », énonce fièrement Pascal Blondin, directeur général du Centre de services scolaire de la Riveraine.

École Boréale, pour une nouvelle approche de l'éducation

École alternative publique

Rédaction

Des parents de la région travaillent, depuis plusieurs années déjà, à l'élaboration d'une école primaire alternative au cœur de la MRC de Joliette. Ils rêvent d'un lieu d'apprentissage à travers lequel seront valorisés l'implication parentale, les classes multiâge, l'apprentissage au sein de la communauté, l'engagement social ainsi que la pédagogie selon les intérêts et le rythme des élèves. Peu à peu, ce rêve se concrétise et le développement de l'école Boréale en est à une étape charnière.

« La société évolue beaucoup, tout comme les nouvelles générations. Nous sommes persuadées que le territoire est dû pour un modèle d'éducation différent. Une grande partie de la population nous a aussi clairement démontré qu'elle était prête pour cela! Nous allons donc mener ce projet jusqu'au bout », a mentionné Julie Turcotte qui est un parent fondateur de l'initiative avec Marianne Traversy Aubin et Anaëlle Dubuc.

En entrevue avec L'Action, ces dernières ont expliqué que les objectifs d'apprentissage d'une école alternative restent les mêmes que ceux d'une école régulière et que tout est conforme au programme du ministère de l'Éducation. « C'est le chemin emprunté et le type de pédagogie utilisé qui changent. Plutôt que d'apprendre dans un cadre plus magistral, où l'enseignant présente la matière en classe et les étudiants effectuent des exercices, l'éducation se fait de façon plus concrète. »

Mme Traversy Aubin, qui a elle-même complété son primaire dans une école alternative, a raconté, en exemple, que son père ébéniste avait donné un atelier dans sa classe. Au cœur de celui-ci, chaque élève était amené à construire un tamtam en bois et étudiait, par le fait même, la circonférence et les angles. « À notre entrée au secondaire, nous maîtrisons tous très bien ces éléments, car nous les avons nous-mêmes travaillés! »

Le cadre pédagogique de l'école Boréale prévoit qu'un minimum de 30% des services éducatifs se déroule à l'extérieur. Ce pourcentage inclut des activités standards liées à l'écologie ou à l'horticulture, mais encore bien plus. Il s'agit avant tout de s'inspirer de la communauté pour apprendre. Cela peut englober l'apprentissage à travers l'architecture urbaine, des rencontres avec des milieux

communautaires, des participations aux activités municipales, des sorties au musée ou des visites dans des centres pour personnes âgées.

« Je suis allée visiter des écoles alternatives et des centres d'apprentissage libre et ce sont des lieux de vie magnifiques qui nourrissent la curiosité. Les jeunes sont allumés et on peut voir les étoiles dans leurs yeux! De plus, je sens qu'il y a un rayonnement dans toute la communauté autour! On voit les jeunes dans les espaces extérieurs et ça crée une dynamique et même une influence pédagogique pour les écoles avoisinantes! »

Cet aspect, de faire les apprentissages en dehors des murs de la classe, est l'une des deux grandes orientations du projet. La seconde est l'engagement social. C'est-à-dire d'intégrer et de sensibiliser les jeunes aux concepts de justice sociale et d'inclusivité. « Il y a une grande diversité à Joliette, car nous sommes près de Manawan et nous sommes aussi une terre d'accueil pour les gens issus de l'immigration. Il y a plein de belles communautés et d'opportunités de rencontres. »

Implication parentale

Les parents fondateurs ont également été interpellés par l'engagement familial qu'il y a au sein des écoles alternatives. « Non seulement elles valorisent l'implication parentale, mais elles la requièrent! À titre d'exemple, des parents vont assister à une portion de la classe le matin pour donner un coup de pouce. Ça peut même être les grands-parents, le parrain ou la marraine qui participent de façon encadrée! Ce n'est plus juste l'école de l'enfant, ça devient son milieu de vie, un projet familial et ça contribue à créer un fort sentiment d'appartenance », a expliqué Mme Dubuc.

Elle a ajouté que les parents sont également impliqués dans l'évaluation de leurs enfants. « Il y a les examens ministériels à passer à certains moments fixes, mais sinon c'est l'équipe-école avec les enfants et les parents qui décident comment chaque élève fait son chemin pour atteindre ses objectifs. »

Bien sûr, les membres fondateurs reconnaissent que ce haut degré d'implication ne correspond pas nécessairement à la réalité de toutes les familles. « Ce ne

sont pas toutes les écoles qui doivent être alternatives, mais d'en avoir quelques-unes sur un territoire, ça permet aux familles qui aimeraient y adhérer d'avoir l'option. »

Le volet multiâge est aussi un aspect qui sera exploité et qui rejoint les trois mamans. Ces dernières mentionnent que ce mode de fonctionnement génère beaucoup d'entraide et se rapproche de la société. « Dans la vie de tous les jours, on côtoie des gens de tous les âges et les petits ont l'opportunité d'apprendre des plus grands! »

De plus, au cœur des écoles alternatives, les jeunes doivent choisir leurs projets. « Ça amène naturellement une grande motivation chez l'élève et le fait de l'impliquer dans les décisions lui permet aussi de développer son autonomie », a relaté Mme Traversy Aubin. Les mères ont ensuite mentionné que lorsque les jeunes arrivent au secondaire régulier, ils sont habitués à gérer leur horaire et sont très bien outillés pour réussir.

Développement

L'idée du projet avait été lancée vers 2017, par d'autres parents. Puis, c'est en 2019, lors d'une rencontre d'informations, que Julie Turcotte et Marianne Traversy Aubin ont embarqué dans l'initiative. Anaëlle Dubuc s'est ensuite jointe à elles et ensemble, elles ont repris le flambeau. Elles ont été accompagnées, au cœur de leurs démarches, par plusieurs spécialistes et personnes-ressources, dont le réseau des écoles publiques alternatives du Québec (RÉPAQ).

Le projet a été présenté pour une première fois aux administrateurs du Centre de services scolaire des Samares en 2019 et depuis, les mères travaillent en étroite collaboration avec ces derniers. Les démarches ont toutefois été mises sur pause en raison de la pandémie, mais ont rapidement été relancées. Actuellement, ce sont plus de 1200 personnes qui sont abonnées à la page Facebook Projet Boréal - École alternative et les mères reçoivent énormément de demandes de gens qui veulent inscrire leurs enfants ou

qui veulent travailler, en tant qu'enseignants ou orthopédagogues, à l'école. Ce qui les encourage à poursuivre.

« Nos enfants ont déjà entamé leur parcours scolaire, ce n'est donc même plus pour nous que nous le faisons, c'est rendu une passion et une cause collective! C'est devenu plus grand que nous et c'est ce qui nous permet d'avancer et de continuer malgré la fatigue », a expliqué Mme Turcotte.

À travers la recherche de locaux, ce qui est l'aspect le plus difficile, les responsables du projet visent le territoire du Grand Joliette, puisque la majorité des gens qui ont répondu au sondage proviennent de Notre-Dame-des-Prairies, de Saint-Charles-Borromée ou de Joliette.

Deux options sont possibles pour la mise en place du projet. La première serait que l'école Boréale ait sa propre direction, mais qu'elle partage ses locaux avec une école déjà existante et la seconde serait qu'un volet alternatif soit créé dans une école.

Les mères sont actuellement en discussion avec le conseil d'établissement et la direction de l'école des Prairies pour voir s'il serait possible d'installer leurs locaux dans l'un des trois bâtiments.

La Ville de Notre-Dame-des-Prairies a d'ailleurs adopté une résolution, lors de sa séance du conseil du 22 avril, donnant son appui à cette démarche d'école publique alternative. « C'est un bel encouragement! Ça démontre que notre projet est sérieux et qu'il y a des gens qui y croient et qui pensent que ça répond aux besoins de leurs citoyens! »

Pour la suite des choses, les mères poursuivent leurs discussions avec le Centre de services scolaire des Samares et attendent que ce dernier donne son approbation pour ensuite entamer les travaux administratifs et la fondation de l'école.

Drummondville reçoit sa chaise des générations

Le 14 mai 2024

Par Emmanuelle LeBlond

COMMUNAUTÉ. Un nouveau siège a fait son apparition dans la salle du conseil municipal de la Ville de Drummondville. Il s'agit d'une chaise des générations, conçue et fabriquée par des élèves du programme Groupe d'aide pour la recherche et l'aménagement de la faune (GARAF) de l'école Jean-Raimbault.

Ce sont les porte-parole du regroupement Mères au front, Valérie Bourret et Caroline Bissonnette-Roy, qui sont derrière l'initiative.

En collaboration avec l'enseignante en arts plastiques, Vicky Blanchette, les élèves de cinquième secondaire ont conçu de toutes pièces une chaise à partir de matériaux recyclés.

En équipe, ils ont réfléchi aux différentes techniques de fabrication ainsi qu'à l'esthétisme. Les élèves ont choisi des symboles valorisant les éléments de la nature afin de rappeler aux élus que l'économie ne doit pas primer sur l'environnement.

L'objectif de la chaise des générations est de rappeler aux élus que le futur des enfants se dessine à travers les décisions prises aujourd'hui. (Photo: Emmanuelle LeBlond)

En novembre, les jeunes ont rencontré en classe les deux représentantes de Mères au front qui leur ont expliqué leur engagement et leurs motivations.

Une chaise a été choisie pour trôner dans la salle du conseil municipal. Fabriquée à partir de palettes de bois récupérées, l'œuvre met de l'avant un arbre, de la végétation et un cours d'eau.

Lundi soir, les jeunes ont dévoilé le fruit de leur travail. Trois jeunes ont pris la parole en s'adressant aux conseillers.

«Ce soir, au nom de la jeunesse, nous croyons qu'il est important de vous remettre cette chaise des générations. En l'acceptant, vous, chers élus municipaux, vous vous engagez à user de votre pouvoir pour le bien-être des générations à venir», a dit Brittany Beaudoin.

Les jeunes ont insisté sur l'importance de sauvegarder la biodiversité. «Nous espérons que vous continuerez à préserver des zones vertes, trop souvent menacées par le développement urbain, et que vous serez même capables d'en restaurer. De plus, selon nous, trouver des moyens de valoriser la beauté de la faune et de la flore inciterait aussi la communauté à la découvrir et à en prendre soin», a souligné Sophie Girard.

Puisque la végétation abondante permet de réduire les îlots de chaleur, les élèves invitent les élus à faire preuve d'audace en ajoutant des toits végétalisés aux édifices, tout en multipliant les espaces fleuris pour les pollinisateurs.

«Nous sommes heureux de compter sur votre soutien pour augmenter la densité des arbres en ville. Et plus encore, nous vous proposons de mobiliser les familles ainsi que les entreprises à prendre part à ce défi en organisant des plantations citoyennes», a mentionné Emmanuel Parisien-Bourgeois.

«Tous ensemble, avec votre aide, nous saurons nous adapter aux changements climatiques grâce à l'augmentation de la canopée urbaine. Nous sommes tous témoins du dérèglement des saisons. Il est donc urgent d'agir pour atténuer les impacts sur ceux qui en souffrent le plus», a-t-il complété.

C'est la mairesse de Drummondville, Stéphanie Lacoste, qui a accepté le don au nom des membres du conseil municipal.

«Je tiens à vous dire que le conseil municipal est déjà très sensible aux questions environnementales. On va avoir toute une ville à rendre résiliente dans les prochaines années. Avoir un symbole comme ça fait juste nous rappeler qu'il faut faire mieux. Il faut faire un petit peu plus vite également.»

Le mouvement Mères au front aspire à répandre le symbole de la chaise des générations afin qu'il puisse prendre place autour du plus grand nombre de tables de décision, ici et ailleurs, et ce, pour que la santé et la sécurité des enfants et des générations à venir soient

prises en compte. Notons que plus de 80 organisations disposent déjà de leur propre chaise.

Il s'agit d'une première pour une municipalité de la MRC de Drummond.

Rappelons que cet événement s'inscrit dans le cadre de la première édition du Jour de la Terre en différé, présentée par le GARAF, du 13 au 17 mai. Les jeunes du

primaire et du secondaire seront sensibilisés à divers moyens pour lutter contre les changements climatiques.

Les membres du GARAF superviseront, entre autres, des plantations qui seront réalisées par plus de 500 jeunes et 26 enseignantes de cinq écoles primaires.

Main dans la main participe au plan de rattrapage scolaire

PAR XAVIER DEMERS

13 mai 2024, 16 h

ÉDUCATION. Le Centre de pédiatrie sociale Main dans la main a obtenu une somme de 61 000 \$ pour augmenter sa programmation, en lien avec le plan de rattrapage scolaire québécois qui fait suite aux grèves de l'automne dernier dans le domaine de l'éducation.

Main dans la main explique que ces sommes lui permettront de plus que doubler les possibilités de participer aux activités pour les jeunes de la région.

« Nous avons pu embaucher une ressource supplémentaire afin de pouvoir, de mars à décembre 2024, intensifier la programmation d'activités du milieu de vie », a noté la directrice générale de Main dans la main, Élisabeth Lapointe.

Dès l'annonce de Québec concernant l'argent disponible pour les organismes pour le plan de rattrapage scolaire, le Centre de pédiatrie sociale est entré en contact avec la députée provinciale Isabelle Charest, qui contribue 5000 \$ via son budget

discrétionnaire à ce projet, et avec le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs pour pouvoir mettre la main à la pâte.

La présidente et médecin de famille à Main dans la main, la Dre Anne Rouleau, a d'ailleurs rappelé que les enfants et les jeunes qui fréquentent le Centre de pédiatrie sociale sont en situation de grande vulnérabilité.

« Ils ont été particulièrement affectés par la grève, que ce soit au niveau des apprentissages scolaires ou des apprentissages sociaux, a-t-elle affirmé. Certains se sont retrouvés très isolés une fois de plus, faisant face à une anxiété élevée qui entrave leur capacité d'apprentissage. Pour certains d'entre eux, cela compromet sérieusement leur réussite scolaire et leur persévérance, surtout en l'absence de l'accompagnement nécessaire pour les aider à continuer à progresser. »

Solar Uniquartier : la nouvelle école sera prête pour la rentrée 2026

Par Tristan Ouimet

Une nouvelle école primaire verra le jour pour la rentrée scolaire 2026 à l'intersection du boulevard du Quartier et de la rue de Châteauneuf, à Brossard.

Représentant un investissement de 45,2M\$, ce futur établissement scolaire de trois étages pourra accueillir 650 élèves répartis dans 32 classes de la maternelle 4 ans, la maternelle 5 ans et de la première à la sixième année.

Cette école inclura également un gymnase double, une classe d'art, une classe de musique, un local de cuisine, une bibliothèque, une salle polyvalente avec un espace de scène et des espaces collaboratifs.

Des arbres et de la végétation seront plantés autour de l'école.

«C'est un réel bonheur et c'était un besoin criant, a mentionné Doreen Assaad, mairesse de Brossard, à la pelletée de terre officielle de la future école, le 10 mai. C'est un très beau projet d'avenir pour toute la communauté de Brossard et des environs!»

À la séance du conseil municipal le 19 mars, le conseiller Christian Gaudette avait indiqué que cette future école

allait «comblé la demande croissante» dans les secteurs C et E.

Il avait ajouté que l'école Marcelle-Gauvreau, sur la rue de Châteauneuf était à «capacité maximum».

Pour l'instant, seulement une partie de la base de l'école est construite.

Le Groupe CIBS sera l'entrepreneur du projet.

Une école secondaire à venir?

À l'assemblée municipale de mars, M. Gaudette avait aussi fait mention de la potentielle construction d'un établissement scolaire pour le secondaire près de la future école primaire.

Ce 10 mai, le conseiller a indiqué que la Ville de Brossard a réservé un terrain près de la future école primaire pour un futur projet de la sorte.

La Municipalité doit toutefois avoir l'accord du Centre de services scolaire Marie-Victorin et de Québec pour poursuivre ses démarches, a-t-il conclu.

Communiqué (s)

Examens de fin d'année : Alloprof prêt à aider les élèves

English



NOUVELLES FOURNIES PAR

Alloprof →

15 mai, 2024, 08:16 ET

MONTRÉAL, le 15 mai 2024 /CNW/ - Alors que la période des examens bat son plein dans les écoles primaires et secondaires du Québec, l'équipe d'Alloprof déploie ses services en ligne et dans les écoles pour accompagner les élèves, les spécialistes de l'éducation et les parents afin de soutenir la réussite scolaire en cette fin d'année.

Des services concrets et adaptés aux jeunes

En cette saison d'examens, Alloprof offre ses services habituels aux élèves, comme des explications scolaires données par les profs par clavardage, texto et téléphone ou grâce à sa Zone d'entraide ouverte 7 jours sur 7, ainsi qu'avec ses milliers d'outils pédagogiques dont :

- des vidéos;
- des MiniRécups;
- des exercices;
- des simulations d'examen et des jeux.

Ces derniers portent sur toutes les matières qui peuvent présenter des défis. L'organisme propose aussi des ateliers en classe sur le thème *Prépare tes examens avec Alloprof* afin de présenter aux élèves tous les outils qui peuvent les aider à réviser, mais aussi leur

transmettre des trucs pour gérer leur stress, organiser leur étude et arriver avec confiance aux examens.

« On le voit dans nos ateliers : il suffit parfois de présenter le bon outil ou de donner le bon truc à un élève qui vit une difficulté scolaire pour produire le déclic nécessaire qui lui donne la motivation de se prendre en main pour réussir, explique Pascal Bonaldo, porte-parole d'Alloprof. Nos ateliers sont vraiment un catalyseur de motivation et de réussite scolaire pour certains jeunes. »

Alloprof : un allié des profs pour la fin d'année

Pour soutenir les enseignantes et enseignants dans ce sprint de fin d'année, Alloprof leur offre une foule d'outils gratuits pour faciliter la préparation de cours et la révision des examens, un coup de pouce fort utile. Selon un sondage Léger mené auprès des profs du Québec, **98 % des enseignants connaissent Alloprof et il est estimé que 3 profs sur 4 au Québec ont utilisé la plateforme** dans la dernière année.

« En plus de tout ce qui est disponible pour les élèves, nous sommes en mesure d'offrir aux profs, avec la section du site Alloprof Enseignants, plus de 150 outils clés en main, comme des situations d'apprentissage et d'évaluation, des outils imprimables, des articles ou des idées d'activités qui sont grandement appréciés et consultés par les spécialistes de l'éducation », ajoute monsieur Bonaldo.

Un appui important pour les parents

Alloprof accompagne aussi les parents en leur offrant un dossier complet avec une foule d'articles sur la préparation des examens du ministère, par matière et par niveau, des outils imprimables, un calendrier de préparation, etc. Un webinaire en direct leur est d'ailleurs proposé le 16 mai sur la **page Facebook d'Alloprof Parents** afin d'avoir de bonnes astuces pour bien accompagner leur enfant pendant cette période qui peut être stressante. Les deux spécialistes qui l'animeront prendront le temps de répondre aux questions des participantes et participants.

Veillez noter qu'Alloprof emploie les règles de l'orthographe rectifiée dans ses communications.



Les élèves du Centre de services scolaire des Appalaches raflent à nouveau les honneurs en robotique

Thetford Mines, le 15 mai 2024 – Les 13 et 14 mai derniers, six équipes du secondaire et sept du primaire ont fièrement représenté le CSSA à la compétition régionale de robotique Zone 01 à Québec. Ils ont récolté de nombreux prix dans diverses catégories.

Le 13 mai, cinq équipes de la Polyvalente de Disraeli et une de la Polyvalente de Thetford représentaient le CSSA. La polyvalente de Disraeli a réussi un triplé dans la catégorie 16-19 ans.

- En 1^{re} position, avec une médaille d'or, l'équipe composée de Mathieu Rousseau et Zack Eusébio Patry.
- En 2^e position, avec une médaille d'argent, l'équipe composée de Loghan Baril et William Beaulieu.
- En 3^e position, avec une médaille de bronze, l'équipe composée de Édouard Laplante et Raphaël Bisson.

La première et la deuxième position ont été sélectionnées pour la finale nationale, qui aura lieu au Centre des Sciences de Montréal le 27 mai prochain.

Le lendemain, 14 mai, c'était au tour des élèves du primaire de participer à la compétition régionale. Au niveau des recrues (2^e cycle), le CSSA était représenté par 1 équipe de l'école du Tournesol et 3 de l'école Arc-en-ciel et, au niveau des 10-12 ans (3^e cycle), 3 équipes provenaient des écoles du Tournesol, Quatre-Vents et Notre-Dame.

Il importe de souligner les performances des équipes :

- En 1^{re} position, avec une médaille d'or, l'équipe de recrues de l'école Arc-en-ciel, composée de Chloé Doyon, Lara-Rose Boutet et Lyvia Lapointe.
- En 3^e position, avec une médaille de bronze, l'équipe de recrues de l'école du Tournesol composée de Aiden Bourret-Roberge, Sophia-Rose Montpas et Aby-Gaël Taschereau.

Pour les élèves du 3^e cycle :

- En 2^e position, avec une médaille d'argent, l'équipe de l'école Quatre-Vents, composée de Payton Fortin, Mila Fortin, Anabelle Poulin et Coralie Ouellet.
- En 4^e position pour l'équipe de l'école Notre-Dame composée de Arnaud Lemay, Liam Breton et Xavier Quintal.

Ces deux dernières équipes ont également été sélectionnées pour la finale nationale, qui aura lieu au Centre des Sciences de Montréal le 27 mai prochain.

Crédit photo : gracieuseté du CSSA.

Source : Service des communications
Centre de services scolaire des Appalaches
418 338-7808, poste 1253
communications@csappalaches.qc.ca

Information : Émilie Paquin
Centre de services scolaire des Appalaches
418 338-7808, poste 1360
emilie.paquin@csappalaches.qc.ca

À propos du Centre de services scolaire des Appalaches | Desservant principalement la clientèle en provenance de la MRC des Appalaches, ainsi qu'une partie de celle des secteurs de L'Érable, du Haut Saint-François, d'Arthabaska et du Granit, le Centre de services scolaire des Appalaches fournit des services à plus de 6 000 élèves, qui fréquentent dix-neuf écoles primaires, trois écoles secondaires, un centre de formation professionnelle et ses deux points de services, un centre d'éducation des adultes et son point de service. Outre l'enseignement général et de formation professionnelle, le CSS des Appalaches offre également des services complémentaires et des services particuliers.

DESTINATAIRES : Les médias

EXPÉDITEUR : Amélie Germain-Bergeron, directrice adjointe aux communications

DATE : Le 13 mai 2024

Des élèves du 2^e cycle de l'école secondaire Paul-Le Jeune suivront le cours optionnel « pompier 1 » à même leur grille-matière dès la rentrée !

Shawinigan, le 13 mai 2024- La direction de l'école secondaire Paul-Le Jeune, en partenariat avec la Régie des incendies du Centre Mékinac, est fière d'annoncer la mise sur pied de la formation « pompier 1 » dans le cadre d'un choix de cours optionnel pour les élèves du 2^e cycle. Ce cours sera intégré à leur grille-matière dès la rentrée 2024. Il s'agit d'un projet novateur qui rallie la communauté autour de deux objectifs : assurer une relève pour les services des incendies du territoire et augmenter la motivation d'élèves ciblés en donnant un sens à leur projet d'études.

Origine du projet

Fin décembre 2023, la Régie des incendies du Centre Mékinac soumettait à la direction de l'école ce projet de formation. « Agissant comme gestionnaire de formation pour [l'École nationale des pompiers du Québec](#) (ENPQ), nous avons proposé un partenariat à l'école afin d'offrir cette formation menant à la découverte du métier de pompier et à l'obtention d'une qualification *Pompier 1* pour exercer comme pompier volontaire », indique M. Daniel Isabelle, directeur de la Régie des incendies de Mékinac. Immédiatement, la direction de l'établissement a été séduite par l'idée d'offrir aux élèves une formation concrète, axée sur la découverte d'un métier » poursuit M. Anthony Rheault, capitaine à la prévention incendie et à la formation pour la Régie des incendies du Centre Mékinac.

Une formation qui répond à un besoin des élèves et de la communauté

La MRC de Mékinac a rendu ce projet possible en contribuant à la hauteur de 75% des investissements jusqu'à concurrence de 100 000\$, et ce à partir de l'Entente de vitalisation du Fonds régions et ruralité conclue avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Les élus voient dans cette offre de formation intégrée au parcours scolaire une solution aux difficultés de recrutement et de rétention du personnel à temps partiel au sein du service des incendies de son territoire. « Pour les maires et mairesses de la MRC de Mékinac et moi-même, il s'agit d'une opportunité de tisser des liens importants avec le milieu scolaire et offrir une occasion rêvée pour nous d'offrir une formation à de jeunes futures relèves de nos services incendies respectifs », souligne Mme Caroline Clément, préfète de la MRC de Mékinac et mairesse de Grandes-Piles.

« Dans une perspective de motivation scolaire de nos garçons, nous croyons que l'implantation de cette option est un incontournable à Paul-Le Jeune. Cette formation développera chez nos élèves des valeurs d'engagement, de travail d'équipe et d'aide à la population. Elle permettra aussi aux élèves de valider leur identité vocationnelle pour un éventuel choix de métier d'urgence », mentionne d'entrée de jeu Mme Isabelle Dufour, directrice adjointe de l'école secondaire Paul-Le Jeune et responsable du projet.

Une formation concrète et axée sur les savoir-être pour les élèves qui deviendront des citoyens engagés dans leur communauté

« D'une durée de 255 heures, la formation sera offerte sur deux années consécutives (4^e et 5^e secondaire) par les instructeurs de l'ENPQ qui seront accompagnés et soutenus par un enseignant de l'école. Les élèves prendront part également à des sorties pédagogiques à la caserne de pompiers, au centre d'appel 911 ou au centre de répartition des incendies et à la SOPFEU », précise Mme Dufour. « Au terme de leur formation, les élèves obtiendront la certification de pompiers volontaires et pourront ainsi assurer une relève dans le milieu afin d'assurer la sécurité incendie pour la population de Mékinac », se réjouit M. Isabelle.

Le contexte de formation sera calqué sur la vie d'une caserne de pompier et les savoir-être suivants seront également développés en plus de la formation spécifique comportant un volet théorique et un volet pratique :

- Respect d'un code de vie et développement d'une éthique professionnelle associée au domaine de la sécurité ;
- Discipline et rigueur ;
- Travail d'équipe ;
- Implication dans le milieu ;
- Aide à la population.

« Ces compétences sont en parfaite cohérence avec les valeurs de notre établissement tout en atteignant les objectifs de notre projet éducatif. Nous avons également le désir d'œuvrer en partenariat avec notre milieu. Ce projet c'est l'école dans la communauté et la communauté dans l'école. Il s'agit réellement d'un projet gagnant pour tous ! Par exemple, nos jeunes de l'option *Pompier 1* pourront même s'impliquer dans la promotion de la sécurité sur le terrain de camping de l'école pendant le Festival western afin de leur faire vivre une autre expérience », ajoute Mme Marie-Josée Lepage, directrice de l'école.

Des locaux pour les cours théoriques et pratiques de même que pour l'entreposage du matériel seront aménagés pour faciliter les apprentissages des élèves. Le matériel de formation sera fourni par la Régie des incendies du Centre Mékinac.

Les communiqués sont disponibles sur notre site Web : www.cssenergie.gouv.qc.ca.

Source : Amélie Germain-Bergeron

Titre : Directrice adjointe aux communications

Centre de services scolaire de l'Énergie

Téléphone : 819 539-6971 poste 2340

agermainbergeron@cssenergie.gouv.qc.ca

Information : Isabelle Dufour

Titre : Directrice adjointe

École secondaire Paul-Le Jeune

Téléphone : 418 365-5191 poste 7117

idufour@cssenergie.gouv.qc.ca

Information : Daniel Isabelle

Titre : Directeur

Régie des incendies du Centre Mékinac

Téléphone : 418-365-1866

Directeur@incendiemekinac.com



GALA RECONNAISSANCE - ÉDITION 2023-2024

LE CSSVT SOULIGNE L'ENGAGEMENT EXCEPTIONNEL DU PERSONNEL

Beauharnois, le 15 mai 2024 – Le 9 mai dernier, le Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands (CSSVT) a reconnu l'engagement et l'esprit d'innovation de son personnel lors du Gala reconnaissance annuel qui s'est tenu à l'école Arthur-Pigeon de Huntingdon. Cet événement permet de célébrer l'implication exceptionnelle et les réalisations des équipes à travers des projets porteurs mis en candidature. Les récipiendaires des prix Coups de cœur et des prix d'Excellence dans les catégories *Apprendre*, *Collaborer* et *Grandir* ont été dévoilés au terme de la soirée.

Engagés dans la dernière ligne droite de l'année scolaire, les membres du personnel, les élèves et les partenaires impliqués dans les projets ont assisté à une soirée festive où plus de 100 invités étaient réunis dans l'auditorium de l'école : « Dans une organisation apprenante comme la nôtre, il y a une volonté de mettre de l'avant des initiatives qui valorisent l'engagement et la passion de nos équipes. Derrière la planification de cette soirée, il y a le désir de faire connaître, de démontrer que dans nos milieux, le leadership est une compétence qui se partage et qui se transpose à travers les apprentissages et la réussite des élèves », mentionne Suzie Vranderick, directrice générale du CSSVT.

Prix d'Excellence

Les récipiendaires des trois grands prix d'Excellence ont été choisis par un jury en fonction des critères destinés à valoriser les orientations stratégiques du Plan d'engagement vers la réussite (PEVR) du CSSVT. C'est le projet *Options Passions!* de l'école Notre-Dame de Huntingdon qui a remporté les grands honneurs dans la catégorie *Apprendre*. À travers un intérêt personnel, les élèves sont invités à choisir différentes options pendant l'année scolaire, parmi des passions proposées. Chaque semaine, une période est dédiée au développement de cet intérêt permettant aux participants de créer des liens entre eux et de côtoyer différents amis qui partagent la même curiosité.

Dans la catégorie *Collaborer*, le prix d'Excellence a été décerné au Centre de formation générale des adultes des Tisserands (CFGAT) pour *Les cours de français 5^e secondaire dispensés par la FGA au Cégep de Valleyfield*. Ce projet a été mis sur pied afin de faciliter l'intégration des élèves n'ayant pas terminé leur français de 5^e secondaire en ajoutant ce cours à leur horaire de formation du Cégep et a permis de diplômer 24 jeunes. Ce nouveau concept a favorisé l'intégration des étudiants et la fluidité des apprentissages dans leur réussite éducative.

Finalement, le prix d'Excellence dans la catégorie *Grandir* a été remis à l'école de la Baie-Saint-François (EBSF) pour leur projet *Bibliothèque EBSF 2.0*. Pour faire de la bibliothèque un lieu vivant et accueillant, l'équipe en poste a mis l'épaule à la roue afin de donner un coup de fraîcheur à ce lieu d'études. Empreinte de créativité, la bibliothèque de l'EBSF est devenue tellement attrayante qu'une hausse de fréquentation a été observée, encourageant du même coup la réussite éducative des jeunes.

Prix Coup de cœur

Dans le cadre du Gala reconnaissance, les prix *Coup de cœur* sont remis aux projets des établissements qui récoltent le plus grand nombre de votes provenant des membres du personnel du CSSVT. Au niveau primaire, le prix a été décerné au projet *Stations d'apaisement* de l'école Saint-Eugène de Salaberry-de-Valleyfield. Grâce à une subvention, l'école Saint-Eugène a fait l'achat d'instruments de musique destinés aux programmes d'apaisement et aux stations installées à des endroits stratégiques dans l'établissement. Utilisées dans différents contextes, ces boîtes de relaxation aident les jeunes à retrouver leur calme et peuvent être utilisées spontanément ou lors d'interventions.

Au niveau secondaire, le prix a été remis à l'école de la Baie-Saint-François pour le projet *Équipe de francisation*. Accueillant un nombre élevé d'élèves issus de l'immigration et du secteur anglophone, l'EBSF peut compter sur une équipe dévouée qui utilise une approche humaine pour offrir un accompagnement personnalisé et des activités ludiques à ces nouveaux arrivants.

Dans la catégorie formation professionnelle, formation des adultes et services administratifs, le prix a été décerné aux Services des ressources éducatives (SRÉ) avec leur projet *Journée de formation des SRÉ*. En octobre dernier, l'équipe a accueilli près de 300 invités dans le cadre d'une journée de formation destinée au personnel enseignant et au personnel professionnel en milieu scolaire ainsi qu'aux directions et directions adjointes des établissements du CSSVT.

Prestations artistiques captivantes

Pour d'agrémenter la soirée, plusieurs élèves et membres du personnel ont offert des performances aux invités réunis pour l'occasion. Les jeunes de l'école Saint-Eugène ont lancé les festivités en offrant une prestation de djembé, faisant raisonner leur talent à travers les murs.

L'école Arthur-Pigeon était à l'honneur alors que Fée Sainte-Marie et Marc-Olivier Bergeron ont respectivement offert un numéro de danse et de chant admirable. Une jeune chanteuse de l'école Marie-Rose-Saint-André, Sara-Lee Goyette, a aussi foulé la scène dans un numéro époustoufflant, accompagnée de Rosalie Deschamps au piano. Les invités ont également pu apprécier le talent des élèves des écoles Notre-Dame-du-Saint-Esprit et de la Traversée en compagnie du duo formé par Véronique Plamondon et François Guay qui ont interprété deux compositions musicales originales.

Finalement, en plus d'avoir accompagné tous les candidats qui montaient sur scène pendant la soirée, les élèves de l'Harmonie d'Arthur-Pigeon ont offert un numéro musical rythmé pour clore le Gala en beauté.

En terminant, le Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands tient à remercier l'équipe de l'école Arthur-Pigeon pour l'accueil chaleureux et leur précieuse collaboration dans l'organisation et la planification de cette soirée.

- 30 -

À propos du Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands | Le Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands (CSSVT) dessert une population plus de 90 000 personnes qui habitent un vaste territoire situé à l'extrémité ouest de la Montérégie. Il dispense des services éducatifs à près de 11 000 élèves, jeunes et adultes. Il emploie plus de 2 000 personnes réparties dans plus de 30 écoles et centres, leurs points de service et un centre administratif. Son budget annuel approche 155 M\$. Il assure au sein de sa communauté la promotion des valeurs de bienveillance, de collaboration, de confiance et de courage. Il partage une vision avec sa communauté scolaire dont les artisans tissent des liens forts et ont un but commun : accroître la réussite et développer le plein potentiel de chaque élève, jeune ou adulte. Il s'est de plus inscrit, avec l'adoption de son Plan d'engagement vers la réussite, dans une démarche d'amélioration continue dans l'ensemble de ses sphères d'activité.

Source:

Services du secrétariat général et des communications
communications@csvt.qc.ca | 450 225-2788, poste 6406

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MILLE-ÎLES

Le CSSMI félicite ses lauréats au Défi OSEntreprendre !

16 mai 2024

Le CSSMI est fier de vous présenter les trois lauréats locaux de la 26e édition du Défi OSEntreprendre (volet scolaire) :

- Marché de Noël des Blés Dorés (responsable : Karine Dupuis / École des Blés-Dorés) Catégorie « Primaire 3e cycle »,
- Mettre la table pour mon parcours professionnel (responsable : Nadine Cabana / Polyvalente Deux-Montagnes) Catégorie « Secondaire - Adaptation scolaire »,
- Magasin scolaire Jeune COOP (responsable : François Gervais / École secondaire d'Oka) Catégorie « Secondaire 2e cycle ».



gala ^{26^e}
régional



défi ^{Concours québécois en entrepreneuriat}
osentreprenre ^{LAURENTIDES}
1 mai 2024

De ces trois groupes, deux d'entre eux se sont illustrés au gala régional du Défi OSEntreprendre pour représenter la grande région des Laurentides :

- La Polyvalente Deux-Montagnes a obtenu le titre de lauréat régional dans la catégorie « Secondaire - Adaptation scolaire »,
- L'École secondaire d'Oka a remporté deux prix : 1) Lauréat régional dans la catégorie « Secondaire 2e cycle » ; 2) Coup de cœur Corporatif (toutes catégories confondues).



Félicitations à tous les élèves du CSSMI ayant participé à cette 26e édition du Défi OSEntreprendre! Un énorme merci aux responsables des groupes pour leur appui et leur engagement !

Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Mille-Îles

430, boulevard Arthur-Sauvé

Saint-Eustache Québec

Canada J7R 6V6

🌐 www.cssmi.qc.ca